



Conseil de sécurité

CS/9509

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
6022^e séance – matin

MOYEN-ORIENT: LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES POLITIQUES
ESTIME QUE LA RÉUNION DE CHARM EL-CHEIKH DU 9 NOVEMBRE ÉTAIT « UNE
ÉTAPE REMARQUABLE »

M. B. Lynn Pascoe déclare au Conseil de sécurité que « l'évolution de la situation dans les territoires
palestiniens reste le plus grand obstacle à une paix durable »

La réunion du 9 novembre du Quatuor à Charm el-Cheikh, sous la présidence du Secrétaire général des Nations Unies, lors de laquelle les parties, à l'initiative du Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, et de la Ministre israélienne des affaires étrangères, Mme Tipzi Livni, ont présenté un état des progrès de leurs discussions bilatérales, a marqué une étape remarquable dans le processus de paix au Moyen-Orient, a affirmé ce matin devant le Conseil de sécurité le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. B. Lynn Pascoe. Il a en outre estimé que l'évolution de la situation sur le terrain reste le plus grand obstacle à une paix durable.

À l'occasion de la réunion d'information mensuelle du Conseil sur le Moyen-Orient, M. Pascoe a déclaré que c'est la première fois que les parties se réunissaient conjointement avec le Quatuor. M. Abbas et Mme Livni se sont en outre entretenus en tête-à-tête à Charm el-Cheikh. Pour leur part, le Premier Ministre d'Israël, M. Ehud Olmert, et le Président Abbas se sont entretenus à Jérusalem le 17 novembre, jour où M. Olmert a annoncé l'intention d'Israël de libérer 250 prisonniers palestiniens avant l'Aïd al-Adha, a ajouté le Secrétaire général adjoint.

M. Pascoe a regretté qu'Israël et l'Autorité palestinienne ne soient pas parvenus à un accord comme le prévoyait le Processus d'Annapolis. Toutefois, ils mènent des négociations directes intensives, a-t-il observé, jugeant ces réunions prometteuses, sans pour autant minimiser les difficultés. Les négociations doivent se poursuivre durant la période qui s'ouvre, a poursuivi le Secrétaire général adjoint, même si la situation politique interne en Israël ne facilite pas les choses. Pour leur part, les Palestiniens restent divisés, a ajouté M. Pascoe, regrettant que le Hamas n'ait pas participé à une réunion organisée au Caire le 9 novembre à l'initiative de l'Égypte.

L'évolution récente de la situation montre bien les obstacles qu'il reste à surmonter, a ajouté M. Pascoe, qui a ensuite présenté les développements survenus sur le terrain depuis un mois. Il a notamment rappelé que 16 Palestiniens ont été tués durant la période considérée -15 militants à Gaza et un civil armé en Cisjordanie- et un civil israélien tué d'un coup de couteau. Le Secrétaire général adjoint a également fait mention du blocage de la bande de Gaza du 4 au 24 novembre par les Israéliens, en observant que cela a restreint gravement l'accès humanitaire à Gaza et amené l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) à

suspendre leurs livraisons alimentaires, alors que la centrale de Gaza devait fermer durant deux semaines faute de combustible. Le Secrétaire général adjoint a rappelé que, pendant cette période, les médias n'ont pas eu accès au territoire de Gaza et ont protesté auprès d'Israël.

Le processus politique existe toujours mais l'évolution de la situation sur le terrain reste le plus grand obstacle à une paix durable, a estimé M. Pascoe. Pour que la population puisse croire au processus de paix, il faudra des améliorations tangibles des conditions de vie et de sécurité des civils. Il faudra également que le Quatuor continue, pendant cette période de transition, à soutenir le processus de paix, a-t-il ajouté, rappelant que le Secrétaire général avait incité le Président élu des États-Unis, M. Barack Obama, à s'engager rapidement en ce sens. « Notre objectif commun reste clair: la fin de l'occupation qui a commencé en 1967 et la création d'un État palestinien indépendant, démocratique et viable vivant aux côtés d'Israël, dans la paix et la sécurité », a rappelé M. Pascoe.

Le Secrétaire général adjoint a par ailleurs expliqué qu'il ne commenterait pas la situation au Liban, du fait que le Coordonnateur spécial pour le Liban, M. Michael Williams, et un membre du Département des opérations de maintien de la paix doivent présenter, demain, au Conseil de sécurité, le dernier rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de la résolution 1701.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel